

## ORDRES ECONOMIQUES

Toutes les sociétés humaines ont été et sont organisées, tant au plan économique qu'aux autres. La théorie sociale est de ce fait contrainte de proposer des identifications de types d'ordres économiques significatifs, et d'explicitier les relations qu'ils entretiennent avec les divers modes d'organisation politique et culturelle identifiables de leur côté. Ordre économique (ou mieux économique-social et politique) est synonyme de système, terme préféré par certains auteurs traitant de ces questions. D'autre part les sociétés locales ne sont pas isolées les unes des autres, sauf rares exceptions. Elles ont donc presque toujours intégrées dans des systèmes régionaux plus ou moins vastes, et cela pose la question de savoir comment l'ordre (économique ou autre) régional agit sur l'ordre local, éventuellement participe à son façonnement. Mais un véritable ordre mondial n'existe que depuis les temps modernes ; et sa construction amorcée durant les trois siècles du capitalisme mercantiliste (1500-1800) n'a pris sa forme achevée qu'à partir de la seconde moitié du XIXe siècle.

Le niveau de développement des forces productives, les formes fondamentales de la propriété qui leur correspondent définissent trois grandes étapes caractéristiques de l'évolution générale des ordres (systèmes) économiques (économico-sociaux-politiques).

Au premier palier, le surplus est trop mince pour permettre plus que l'amorce de la constitution des classes et de l'Etat. Cela interdit de confondre sous le même vocable les formations lignagères, claniques ou tribales et les formations étatiques. A ce premier palier, niveau faible de développement et rapports lignagers claniques et tribaux, c'est à dire la parenté, sont indissolublement liés. Ce sont ces rapports qui permettent le démarrage du développement des forces productives au-delà de la phase du communisme primitif (le passage à l'agriculture sédentaire) et en même temps bloquent la poursuite de leur développement à partir d'un certain point. Là donc où l'on reconnaît de tels rapports, le niveau des forces productives est nécessairement bas ; là où on ne les trouve plus, il est plus élevé. Les formes de la propriété qui se situent à ce premier plan présentent des traits communs fondamentaux : il s'agit toujours de propriété communautaire, dont l'usage est réglementé en relation avec les systèmes de la parenté qui régissent l'instance dominante. Dans la naissance des classes les rapports de domination et les rapports d'exploitation embryonnaires sont certes mêlés mais encore distincts. Les hiérarchies de pouvoir permettent l'organisation par la gérontocratie de la coopération au sein du village, mais les rapports d'exploitation ne sont pas encore établis. S'il n'y a pas d'Etat, c'est parce qu'il n'y en a pas besoin : le consensus accepte la gérontocratie parce qu'elle permet la coopération nécessaire.

Au second palier correspond un niveau de développement des forces productives qui permet et exige l'Etat, c'est à dire le dépassement de la dominance de la parenté, laquelle ne pourra subsister que comme vestige soumis à une autre rationalité. Les formes de la propriété de ce second palier sont celles qui permettent à la classe dominante de contrôler l'accès au sol agricole et d'extraire par ce moyen un tribut aux paysans producteurs. Cette situation est commandée par la dominance de l'idéologie, qui revêt toujours la même forme : religion ou quasi-religion d'Etat. A ce stade apparaissent l'usage de la charrue et l'écriture.

Au troisième palier correspond le niveau supérieur des forces productives du capitalisme. Ce niveau implique la propriété capitaliste, c'est à dire, à un pôle, le monopole du contrôle par la bourgeoisie de moyens de production, qui ne sont plus principalement le sol mais les machines, équipements et usines, et à l'autre pôle, le travail salarié libre, l'extraction du surplus (ici, plus-value) se faisant à travers l'échange économique, c'est à dire la vente de la force de travail. Concrètement, le développement de l'agriculture au-delà d'un certain point exigeait des machines et des engrais, c'est à dire l'industrie, donc le capitalisme. Amorcé dans l'agriculture de la transition, le capitalisme devait donc s'épanouir ailleurs, avant de revenir à l'agriculture.

Ce sont là des définitions générales et abstraites des trois formes de la propriété : communautaire (du sol), tributaire (du sol), capitaliste (des moyens de production autres que le sol), qui mettent l'accent sur le contenu de la propriété, entendue comme contrôle social. Chaque forme de la propriété

correspond nécessairement à un palier de développement des forces productives. Au premier palier, l'ordre économique (et social) ne dépasse pas l'horizon lignager et villageois. Au second, il est essentiellement réglé au niveau d'une société étatique, plus ou moins vaste, mais toujours sans commune mesure avec le village : la circulation du surplus rend compte de l'importance de l'artisanat spécialisé, des fonctions improductives, de l'Etat, des villes, du commerce, etc. Un niveau plus élevé de développement exigeait le marché généralisé, le marché capitaliste, tendentiellement mondial.

Les sociétés locales du monde prémoderne sont presque toujours organisées en systèmes régionaux que le commerce à longue distance façonne. Néanmoins les espaces qui constituent ces systèmes sont à géométrie variable : l'espace des flux commerciaux, celui des échanges matrimoniaux, celui de l'Etat éventuellement centralisé, celui des mythologies de parenté et d'origine, celui des croyances religieuses, celui des communications linguistiques ne coïncident que fort rarement.

La structuration en un système quasi mondial articulant de grandes régions qui définissent simultanément des aires culturelles et religieuses et des modes de pouvoir politique d'Etat se cristallise à l'étape tributaire. Elle met en relation trois centres principaux (la Chine, l'Inde, l'Orient byzantin puis Khalifal) et les périphéries que sont alors l'Europe (la chrétienté), le Japon, l'Asie du Sud est et l'Afrique ; ce qui permettra une intensification des échanges commerciaux, des transferts de technologie et des idées.

Le monde moderne s'est organisé autour d'un ordre nouveau - celui défini par le capitalisme - à partir de 1500. Pendant les trois siècles du mercantilisme (1500-1800) l'Europe atlantique, ayant pris l'initiative, organise son système propre connu sous le nom de "commerce triangulaire" qui la place en situation de domination de la périphérie américaine qu'elle façonne et qui est approvisionnée en main d'œuvre par le trafic négrier, de sorte qu'on peut dire que l'Afrique a été intégrée très tôt dans la mondialisation capitaliste et que les formes par lesquelles elle l'a été sont pour une bonne partie à l'origine de son retard ultérieur. Simultanément l'Europe atlantique désorganise le système ancien en substituant la navigation transocéanique qu'elle contrôle aux routes terrestres (dites de la soie) de l'époque antérieure. Elle construit ainsi les fondements de ce qui deviendra aux XIXe siècle l'ordre économique capitaliste, qui n'acquerra véritablement son caractère mondial que dans la seconde moitié du siècle, avec la conquête coloniale de l'Asie et de l'Afrique. Ce système a généré un phénomène d'une ampleur gigantesque, sans précédent dans l'histoire - la polarisation à l'échelle mondiale, c'est à dire le contraste centres/périphéries (ref. : capitalisme périphérique ; tiers monde ; développement autocentré ; self reliance ; marginalisation).

Le XXe siècle a été très largement celui de la révolte contre cet ordre économique, dans ses deux dimensions, c'est à dire en sa qualité de fondé sur des rapports capitalistes (mis en cause par les révolutions socialistes) et en celle de fondé sur la polarisation en question (mis en cause par les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique). La seconde moitié du siècle est de ce fait caractérisée par la coexistence de trois sous systèmes qu'on peut qualifier d'ordre économique atlantique (intégrant la triade Etats Unis - Europe - Japon), d'ordre économique soviétique (le groupe du CMEA, connu sous le nom de COMECON) et d'ordre économique des non alignés, entretenant entre eux des rapports à la fois conflictuels (le conflit Est-Ouest, le conflit Nord-Sud) et complémentaires. Mais il n'y avait aucune symétrie équilibrante entre ces trois ordres, le premier étant demeuré largement dominant au plan de sa capacité d'initiatives technologiques, le troisième relevant plus d'un projet (de rattrapage) que de la réalité. Les faiblesses de ce dernier projet culminent avec la proclamation du projet de "Nouvel Ordre Economique International" (1974) avancé par les pays du Sud et rejeté par le Nord.

Au cours du XXe siècle des ordres économiques capitalistes dominants s'étaient succédé.

De la fin du XIXe siècle - à partir de 1880 environ - le moment où se constitue le capitalisme des monopoles - à 1945 l'ordre économique capitaliste peut être qualifiée de "libéralisme nationaliste de monopoles". Par libéralisme on entend la double affirmation du rôle prépondérant des marchés (de marchés oligopolistiques bien entendu) considérés comme autorégulateurs de l'économie dans le cadre

des politiques d'Etat appropriées mises en œuvre à l'époque d'une part, de la pratique de la démocratie politique bourgeoise d'autre part. Le nationalisme module ce modèle libéral et donne leur légitimité aux politiques d'Etat qui sous-tendent la compétition dans le système mondial. A leur tour celles-ci s'articulent sur des blocs hégémoniques locaux qui renforcent le pouvoir du capital dominant des monopoles par différentes alliances avec des classes et couches moyennes et/ou aristocratiques, et isolent la classe ouvrière industrielle. L'Etat assure la gestion du bloc hégémonique, encadre et organise à cet effet les marchés (soutient les agriculteurs par exemple), gère la compétition internationale (par le protectionnisme et la gestion monétaire). Son intervention active dans ce sens est considérée comme parfaitement légitime. La crise de l'ordre libéral nationaliste s'ouvre lorsque la prétention de sa théorie économique - qui est d'assurer le fonctionnement harmonieux de la société - est démentie dans les faits. Or, à partir de 1914 précisément, aucune de ces promesses d'harmonie ne fonctionne plus. Néanmoins les pouvoirs dominants du capital tentent contre vents et marées d'imposer leurs recettes libérales dans l'entre deux guerres : protectionnismes nationaux, monnaies concurrentes fortes, réduction de la dépense publique et des salaires en réponse à la crise, etc. Cela produira la dérive fasciste qui abandonne le volet politique démocratique du système, mais ne renonce ni au nationalisme (qu'il exacerbe au contraire) ni aux compromis sociaux internes qui renforcent le pouvoir des monopoles. L'ordre fasciste fait donc partie de l'ordre unique dominant de toute cette phase de l'histoire du capitalisme, même si elle en est une expression malade.

Un nouvel ordre capitaliste va se substituer à celui du libéralisme nationaliste à partir de 1945, pour dominer la scène mondiale jusqu'en 1980. La guerre mondiale a en effet, à travers la défaite du fascisme, modifié le rapport des forces en faveur des classes ouvrières en Occident développé (ces classes acquièrent une légitimité et une position qu'elles n'avaient jamais eues jusque là), des peuples des colonies qui se libèrent, des pays du socialisme réellement existant (du soviétisme). Ce rapport nouveau est derrière la triple construction de l'Etat de bien être (le Welfare State) soutenue par les politiques keynésiennes nationales, de l'Etat du développement dans le tiers monde, du socialisme d'Etat planifié. L'ordre économique de l'époque (1945-1980) est "social et national", et opère dans le cadre d'une mondialisation contrôlée.

Les deux qualificatifs de social (et non socialiste) et de national traduisent l'essentiel des objectifs des politiques mises en œuvre pendant la période, et donc des moyens mobilisés à cet effet. La solidarité - qui s'est traduite par une remarquable stabilité dans la répartition du revenu, par le plein emploi et par l'augmentation continue des dépenses sociales - était conçue comme devant être réalisée d'abord au plan national par des politiques de l'intervention systématique de l'Etat. Le nationalisme du modèle n'était pas outrancier. Car il s'inscrivait dans une atmosphère générale de régionalisation (comme la construction européenne) et d'ouverture mondiale (Plan Marshall, expansion des multinationales, négociations collectives Nord-Sud organisées au sein du système des Nations Unies, à la CNUCED, au GATT etc.) acceptée, voulue même, mais contrôlée.

L'analogie entre les objectifs fondamentaux de ces pratiques du Welfare State d'une part et ceux de la modernisation et de l'industrialisation des pays du Tiers Monde devenus indépendants (projet de Bandung pour l'Asie et l'Afrique, en parallèle au "desarrollismo" de l'Amérique latine) permet de qualifier cet ordre de dominant à l'échelle de tout le système mondial hors de la zone du soviétisme. Pour les pays du tiers monde, il s'agit également de "rattraper" le retard par une insertion efficace et contrôlée dans un système mondial en expansion.

L'ordre économique et politique alternatif mis en place à partir de 1917, celui du socialisme réellement existant (le soviétisme) s'était proposé les deux objectifs de "rattraper le retard" et de "faire autre chose", par le moyen de la planification d'Etat centralisée, déconnectée du système mondial. Sa dérive qui s'est exprimée par son rejet d'une gestion démocratique de la construction du socialisme a conduit à son effondrement (dans le cas de l'Europe de l'Est et de l'ex URSS) ou son glissement au capitalisme (dans celui de la Chine).

Avec ce double échec des ordres soviétiques et de ceux du populisme national dans le tiers monde les conditions étaient réunies pour que le capital dominant tente de reconstruire un nouvel ordre dit néo-

libéral mondialisé. Celui-ci demeure néanmoins une utopie et n'est pas prêt de sortir du chaos qu'il a généré. Le besoin de penser un ordre économique alternatif est donc ressenti avec une force grandissante.

Si des choix sociaux et économiques durs dominent largement la rhétorique néo-libérale mondialisée proposée comme ordre nouveau dans la réalité ils sont mis en œuvre d'une manière qui est en contradiction parfois flagrante avec les dogmes dont ils procèdent. La mondialisation préconisée reste tronquée ; le discours sur les vertus de la concurrence cache mal les pratiques de défense systématique des monopoles, tandis que l'affirmation de la dépréciation du futur (renforcée par la financiarisation) réduit à néant la portée du discours environnementaliste. Enfin, en dépit de l'affirmation de principe antinationaliste, les Puissances (et singulièrement les Etats Unis) font sans cesse la démonstration de leur force dans tous les domaines, militaires et économiques.

Tous les modèles successifs de l'ordre du capitalisme ont toujours été fondés sur une vision impérialiste du monde, en consonance avec le déploiement du capitalisme qui a toujours été, par nature, inégal et polarisant à l'échelle mondiale. Dans la phase libérale nationaliste des monopoles (de 1880 à 1945) l'impérialisme, qu'on doit conjuguer ici au pluriel, est synonyme de conflit des puissances impérialistes, dans le sens que Lénine a donné à ce terme. Par contre la phase sociale et nationale de l'après guerre (1945-1980) est caractérisée d'une part par la convergence des stratégies des impérialismes nationaux rangés derrière l'hégémonie des Etats Unis et d'autre part par un recul de l'impérialisme, contraint d'évacuer les régions du "socialisme réel" (URSS, Europe orientale, Chine) et de négocier avec le mouvement de libération nationale le maintien de sa présence dans les périphéries d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Avec l'effondrement du socialisme réellement existant et des populismes radicaux du tiers monde, l'impérialisme est à nouveau à l'offensive. La "globalisation" (ou la mondialisation) qui s'exprime dans l'idéologie de notre époque avec tant d'arrogance n'est guère que la forme nouvelle de l'affirmation de ce caractère impérialiste immanent au système. Dans ce sens on peut dire que le terme de "globalisation" est synonyme d'impérialisme.

### Bibliographie

- Samir Amin, Classe et Nation dans l'histoire, Minuit 1979, Chap. II et III.  
Samir Amin, Les défis de la mondialisation, L'Harmattan 1996, Chap. I et II.  
Samir Amin, Critique de l'air du temps, L'Harmattan 1997, Chap. II.